Le salafisme, voilà l'ennemi !

La production des discours d'un état d'exception dans le champ politique
français

Mohamed-Ali Adraoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3797>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.3797](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3797)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2017

Pagination : 69-76

ISBN : 978-2-919040-37-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mohamed-Ali Adraoui, « Le salafisme, voilà l'ennemi ! », *Hommes & migrations* [En ligne], 1316 | 2017, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 17 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3797> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3797>

LE SALAFISME, VOILÀ L'ENNEMI !

LA PRODUCTION DES DISCOURS D'UN ÉTAT D'EXCEPTION DANS LE CHAMP POLITIQUE FRANÇAIS

Par MOHAMED-ALI ADRAOUI, Senior Fellow, National University of Singapore (Middle East Institute).

Qu'il soit question du substrat idéologique légitimant la violence terroriste, des raisons du « communautarisme » supposé croissant dans certains quartiers ou encore des débats sur la visibilité vestimentaire dans l'espace public (voile intégral, burkini...), le radicalisme semble avoir aujourd'hui un nom, celui du salafisme. Ce courant religieux fait l'objet d'une construction récurrente dans les discours des personnalités politiques françaises, produisant l'amalgame avec l'ensemble des musulmans. La structuration discursive de cet ennemi commun sert de repoussoir idéologique dans une société qui, pour mettre en place les conditions de sa défense, instaure un état d'exception à l'égard de ses principes républicains.

Le salafisme constitue l'un des axes discursifs majeurs utilisé en France depuis plusieurs années pour illustrer et expliquer la teneur du danger spécifique qui pèse sur la République. La « menace salafiste¹ » fait l'objet d'un cadrage exceptionnel. Avec elle, il n'est pas uniquement question d'une problématique banale mais d'une question « existentielle », celle de la pérennité même des principes républicains. Ce cadrage cognitif et social fait écho à la perception d'un

danger radical ainsi qu'à la mise en place des schèmes d'un état d'exception. Dans cette logique, il devient alors possible, voire nécessaire, de rompre avec les pratiques et les présupposés généralement considérés comme « normaux » sur l'ensemble des plans sur lesquels peuvent généralement agir les politiques (juridique, sécuritaire, argumentatif...). Puisqu'il est désormais question de prendre conscience de la nocivité d'un ennemi jusque-là ignoré et de le

1. « Manuel Valls : le salafisme est en train de gagner la bataille de l'islam de France », in *Le Figaro*, 5 avril 2016.

défaire, le débat public et politique a recours à un discours d'exception que nous proposons d'analyser ici en le resituant dans la perspective plus large de la présence musulmane en France.

En effet, le cadrage cognitif et social relatif à la menace salafiste de nombre de responsables politiques, bien qu'il soit théoriquement dissocié du « grand nombre musulman » en rupture avec l'intégrisme radical² représenté par le salafisme, induit un effet d'exception. Il en vient ainsi à englober de fait toute personne potentiellement gagnable à la « subversion » salafiste, au premier rang desquels les musulmans. Défini par Erving Goffman³ comme le prisme par lequel une représentation du monde va se décliner, influençant l'engagement et les conduites d'un ou plusieurs acteurs, le cadre (ici de

l'exception) qui décrit le positionnement des décideurs politiques cherchant à alerter de la menace salafiste se distingue par son caractère double. Il fait écho auprès de certains des principaux responsables français à un cadre « primaire » (« *permettant, dans une situation donnée, d'accorder un sens à tel ou tel de ces aspects, lequel autrement serait dépourvu de signification*⁴ ») produisant la perception que l'antagonisme salafiste est singulier et existentiel. Cependant, l'analyse de leurs prises de position fait ressortir que ce cadre est surtout « transformé » de telle manière

à induire, au final, un comportement spécifique de la part de l'ensemble des Français musulmans enrôlés à leur corps défendant dans le combat contre le salafisme.

La construction idéologique d'un ennemi commun

En nous focalisant sur les principales déclarations politiques⁵ relatives aux manifestations de cette éthique revivaliste qu'est le salafisme, dont les adeptes disent rechercher la renaissance du modèle de croyance, de pratique, voire de société censée prévaloir au début de l'islam, soit à l'époque des Vertueux Devanciers (*al-Salaf al-Salih*)⁶, nous nous proposons d'examiner le dispositif cognitif par le truchement duquel un état d'exception symbolique et pratique est créé, car il finit par interpeller l'ensemble des Français d'héritage musulman en renforçant ou en créant le sentiment d'une religion marquée par « *la gangrène et le cancer de l'islam radical*⁷ ». La thèse de cet article fait, par ailleurs, écho à la question de la définition et de l'entrée dans le politique à travers la construction de l'ennemi et, plus particulièrement, le recours à la rhétorique du conflit existentiel, qui ne saurait à ce titre générer une explication et des solutions habituelles. Puisque la situation actuelle est exceptionnelle en ce qu'une idéologie tente de saper les fondements de la République, il est permis d'initier une réaction elle-même extraordinaire.

Cibler le salafisme autorise
dès lors à penser le fait
d'avoir un ennemi en
politique puisqu'il s'agit
de réagir à la montée en
puissance d'une idéologie
dont l'objectif est de ruiner ce
sur quoi la France est censée
s'être construite depuis
plusieurs siècles.

2. Jean-Marie Donegani, *La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*, Paris Presses de la FNSP, 1993. 3. Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, éd. de Minuit, 1991. 4. *Ibid.* 5. Nos conclusions proviennent de la mise en lumière des déclarations portant sur le salafisme de personnalités politiques connues et étant (ou ayant été) proches du gouvernement. S'il est difficile d'être exhaustif en la matière, il n'en est pas moins fécond d'interroger la participation de certains des principaux responsables politiques à la production d'un état d'exception symbolique lié à l'émergence du salafisme dans la société française. 6. Cette appellation désigne essentiellement les compagnons du prophète Muhammad, ainsi que les fidèles appartenant aux deux générations leur succédant immédiatement. Ces premiers temps de l'islam sont ainsi posés en termes paradigmatiques par les salafistes – croyants décidant de mettre leurs pas dans ceux de ces prédécesseurs – revendiquant de revenir à la source. Certains salafistes sont adeptes de l'action militaire à visée insurrectionnelle afin de décapiter des régimes qu'ils excommunient car « traîtres » à l'islam. D'autres privilégient une éthique politique participationniste incarnant un nouveau visage de l'islam politique (historiquement représenté par les Frères musulmans) désireux de conquérir le pouvoir par la création d'un parti prenant part aux joutes électorales là où cela est permis. Enfin, les salafistes quiétistes réfutent toute entreprise réformatrice de la foi et de la société qui ne serait pas prédication. À ce titre, le militantisme politique conventionnel ainsi que les stratégies violentes sont généralement désavoués. En outre, ayant la hantise de la sédition et de l'anarchie censées mettre en danger la stabilité sans laquelle il ne saurait y avoir d'orthodoxie, ceux-là légitiment de fait, voire en droit, les régimes établis (musulmans ou non). Lire Mohamed-Ali Adraoui, *Du Golfe aux banlieues. Le salafisme mondialisé*, Paris, PUF, 2013, et Samir Amghar, *Le salafisme d'aujourd'hui. Mouvements sectaires en Occident*, Paris, Michalon, 2011. 7. « Fadela Amara: French Minister Calls for Full Ban on Burka », in *Financial Times*, 15 août 2009.

Cibler le salafisme autorise dès lors à penser le fait d'avoir un ennemi en politique puisqu'il s'agit de réagir à la montée en puissance d'une idéologie dont l'objectif est de ruiner ce sur quoi la France est censée s'être construite depuis plusieurs siècles. De fait, puisque la relation à l'ennemi-combattant ne peut être que l'état de guerre, celui-ci n'ayant pas encore été défait, il ne peut échapper à une logique martiale. Cela vient ainsi renforcer non seulement l'état d'exception de mise lorsqu'un État se considère en guerre, mais implique également de circonscrire les possibilités d'identification d'autrui qui doit dès lors choisir entre être un allié ou un complice (la neutralité étant presque toujours frappée de suspicion). Les « musulmans » se trouvent là également confrontés à une injonction spécifique : ils ont l'obligation d'apporter des preuves de leur allégeance à l'État. En cela, l'étude de la problématisation du salafisme telle qu'elle transparaît dans nombre de prises de position publiques fournit une opportunité de choix au chercheur souhaitant questionner les logiques et les contours de « l'identité française » à laquelle entrepreneurs médiatiques et politiques cherchent des « frontières symboliques ». Par cette expression⁸, il est possible de saisir les dynamiques de fabrication d'une identité (individuelle ou collective) par la définition d'un contenu précis (l'adhésion aux valeurs républicaines structurant l'imaginaire national hexagonal), ainsi que la délimitation des « intérieurs/inclus » et des « extérieurs/exclus⁹ », ces derniers, dans le cas du salafisme, étant également vus comme iniques.

La dénonciation du salafisme au service d'un état d'exception pluriel

L'ensemble des productions discursives à partir desquelles nous avons questionné le processus de construction d'une exception politique et intel-

lectuelle liée au salafisme se signale par une série d'équivalences ontologiques établies dès qu'un cas de radicalisme (terroriste, verbal, vestimentaire, culturel...) est observé en France et dans le monde. Le salafisme figure ainsi une boîte noire idéologique abordée uniquement par les méfaits que ses parangons initient dans des configurations sociales données. Il est censé procurer l'armature idéologique aux acteurs déclenchant, au sein de la société française, des crises éruptives et violentes (les attaques terroristes représentent ici un cas d'école) ou des phénomènes de rupture plus diffus de la norme généralement considérée comme normale (cas, par exemple, du voile intégral comme négation de la norme censément dominante qu'est l'égalité entre hommes et femmes). Le fait de motiver un dessein politique et religieux explicitement dirigé contre l'essence républicaine (position des politiques et intellectuels de gauche le plus souvent) et/ou l'identité anthropologique profonde de la France (position plus visible à droite voire à l'extrême droite)¹⁰ suffit ainsi à décliner une série de thèses dont le caractère principal tient à une forme d'évidence voire de tautologie : « le salafisme est l'ennemi parce qu'il est dangereux et qu'il est en conflit avec nous ». La recherche d'un concept générique mêlant orientalisme de la dénomination et globalisme de la réalité (de la banlieue française aux théâtres de conflits extra-européens) permet ainsi de situer cette offre religieuse dans le cadre de l'adversité ontologique et allogène. Cette dernière est présentée en phase d'installation et de pérennisation dans la société française car elle sait prendre plusieurs formes, ce qui légitime de prendre conscience de sa spécificité. Cette perception s'articule autour de deux présupposés centraux.

Le salafisme figure ainsi une boîte noire idéologique abordée uniquement par les méfaits que ses parangons initient dans des configurations sociales données.

8. David J. Harding, Michèle Lamont, Mario Luis Small (dir.), « Reconsidering Culture and Poverty », in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 629, n° 1, mai 2010 ; pour une discussion approfondie : Christophe Bertossi, *La citoyenneté à la française : valeurs et réalités*, Paris, éd. du CNRS, 2016. 9. John R. Bowen, Christophe Bertossi, Jan Willem Duyvendak, Mona Lena Krook (dir.), *An Institutional Approach to Framing in Europe, European States and their Muslim Citizens*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015. 10. Olivier Roy (dialogues avec Nicolas Truong), *La peur de l'islam*, Paris, Seuil, 2015.

La thèse d'une guerre de position contre la France

La dénonciation de la matrice salafiste comme structurant l'offre d'islam la plus ontologiquement antagonique à ce que la France est censée représenter (sur le plan des principes républicains et/ou de son identité historiquement chrétienne¹¹) prend d'abord la forme d'une mise en garde contre une guerre de position larvée. L'usage du champ sémantique du conflit est ici mis au service d'une logique de conscientisation et de remobilisation. Il est, en effet, expli-

qué que la France (ici essentialisée et reconstruite dans le but de définir une ligne de clivage, de tension et de réaction à la « menace salafiste ») se voit déclarer la guerre. Celle-ci n'est pas classique puisque ce ne sont pas des armées mais des camps idéologiques qui s'affrontent, le salafiste étant l'assaillant. La prise de conscience de la nature

de l'ennemi doit, dès lors, générer un discours et une stratégie fondés sur le postulat que ce qui est en jeu est bien l'essence des acteurs et des modèles de société en opposition.

La France est donc attaquée, et le type de belligérance avec lequel elle doit composer est graduel, progressif et dissimulé. Il n'est pas question d'un conflit ouvert mais d'un antagonisme lâche, vicieux et déguisé. Salafisme et salafistes offrent ainsi la caractéristique d'être un mouvement agissant avant tout au niveau local, refusant de se mesurer à un État qu'ils jugent pour l'instant trop

puissant, privilégiant de la sorte la stratégie du grignotement. C'est ce qui ressort des discours sur la problématique salafiste dans la bouche des responsables politiques. Ils disent prendre conscience d'une idéologie qui tente subrepticement de gagner en influence en éprouvant et en testant la résistance républicaine. Cette guerre de position qui semble irrémédiablement tourner à l'avantage « du salafiste » (dont l'incarnation semble osciller entre trois figures privilégiées : l'imam, le combattant/terroriste et le « jeune de banlieue ré-islamisé ») prend la forme d'une succession d'attaques des radicaux induisant des contre-attaques du corps républicain emmené par les dirigeants ayant enfin compris la nature du conflit en jeu.

La trajectoire de Jean-François Copé sur la question de l'extrémisme musulman illustre la construction d'un phénomène de prise de conscience du danger salafiste. Il fut l'un des plus engagés en faveur de l'interdiction du port du voile intégral en 2009 à tel point qu'il a été le seul élu à mettre en place un groupe de réflexion parlementaire¹² sur cette question parallèlement aux travaux de la mission d'information officielle présidée par le député communiste André Gérin. L'analyse de ses prises de position laisse clairement entrevoir une référence de plus en plus explicite au salafisme. Il met ainsi en garde en 2010, sans cibler spécifiquement ce courant¹³, contre l'existence « d'intégristes¹⁴ » désireux d'éprouver les républicains qui, à leur tour, seraient bien inspirés de se remobiliser par l'usage de lois de prohibition de signes politiques avant d'être religieux telle que la « burqa », cherchant à délimiter les contours d'une influence grandissante de l'extrémisme islamique. Quelques années plus tard, comme le montre la polémique du burkini de l'été 2016, le ciblage est devenu plus précis et l'en-

La France est donc attaquée,
et le type de belligérance avec
lequel elle doit composer
est graduel, progressif
et dissimulé. Il n'est pas
question d'un conflit ouvert
mais d'un antagonisme lâche,
vicieux et déguisé.

11. Il apparaît, en effet, que la focale sur les valeurs républicaines est d'abord l'apanage des politiques et des intellectuels de gauche. Ils mettent en avant, par exemple, la question de la laïcité mise en danger par la visibilité supposément croissante du radicalisme islamique (illustré principalement par les Frères musulmans et les salafistes). Outre ce référentiel commun, leurs *alter ego* de droite se montrent enclins à mobiliser l'héritage voire l'identité chrétienne de la France quand il est question de souligner l'altérité absolue représentée par les visages contemporains de l'extrémisme islamique.

12. <http://www.assemblee-nationale.fr/13/propositions/pion2283.asp> 13. Qui est du reste systématiquement abordé à partir des prénotions qu'il inspire telles que la misogynie, la violence ou encore le refus de la laïcité, sans jamais évoquer les définitions universitaires ou plus élaborées liées à celui-ci. Le potentiel à la fois orientalisant et transnational est ainsi utilisé à plein pour créer l'image d'une agression originaire de l'extérieur mais prenant racine en France, à commencer par le niveau local.

14. Jean-François Copé, « La burqa, ce sont des intégristes qui veulent tester la République. » : http://www.lepost.fr/article/2009/10/17/1746909_jean-francois-cope-la-burqa-ce-sont-des-integristes-qui-veulent-tester-la-republique.html

nemi est désormais connu puisque l'idéologie salafiste, décelée derrière un accoutrement témoignant une nouvelle fois à ses yeux de la double volonté de contrôler le corps féminin et d'escamoter le champ territorial et symbolique d'application des valeurs républicaines, doit pousser ces dernières à être « réaffirm[ées et] à ne plus reculer » au moment où d'aucuns semblent trouver des justifications à ces « vacances salafistes¹⁵ ».

Quand la menace salafiste devient jihadisme

L'éclosion d'une violence de type terroriste prenant pour cibles des civils de manière indistincte a renforcé les craintes relatives au salafisme pour englober désormais un questionnement spécifique lié au poids de la rupture culturelle induite par l'identification à cette offre d'islam dans l'engagement jihadiste. La logique d'exception politique, médiatique et intellectuelle sur laquelle a débouché la prise de conscience de la présence de communautés religieuses se construisant en contre-société et dans le désaveu des principes républicains s'étend désormais au champ sécuritaire. Les « métastases » que certains observateurs semblent deviner dans l'éclosion d'une violence terroriste, sans omettre le phénomène des départs pour les théâtres de conflits où des mouvements d'inspiration jihadiste sont impliqués (Syrie, Irak...), ont en effet réactualisé la dénonciation du salafisme en y intégrant un nouvel argument, celui de « l'antichambre » du radicalisme armé. Le débat sur les porosités idéologiques, sociologiques et politiques entre les formes quiétistes et militarisées du salafisme se retrouve alors dans la bouche de nombreux politiques cherchant à endiguer la menace terroriste actuelle. Les propositions visant aussi bien la déchéance de nationa-

lité, le décret d'exception à l'état de droit ainsi que l'annonce par le président Hollande¹⁶ et nombre de responsables de premier plan d'une situation de guerre font écho à la reconnaissance que le radicalisme islamique¹⁷ est désormais l'ennemi non seulement ontologique mais également total, qui de fait n'a plus droit de citer en France.

On retrouve clairement cette construction de l'exception métaphysique et politique dans le débat lancé par Nathalie Kosciusko-Morizet sur la nécessaire interdiction du salafisme car cette idéologie, outre la rupture psychologique, culturelle et politique qu'il lui est reprochée de générer, est censée avoir socialisé l'ensemble des acteurs devenus jihadistes en France¹⁸. L'édification d'une figure inique totale trouve alors sa pleine manifestation dans la proposition de déclarer le salafisme hors la loi puisque ce dernier réunit tous les critères (territorial, symbolique, sécuritaire, politique, culturel et social) du danger existentiel. Ce projet de prohibition déposé par la députée de l'Essonne dans le but de « rendre le salafisme illégal » est à nouveau motivé par la guerre déclarée par l'Organisation de l'État islamique à la France. Appelant, cinq jours après l'attentat de Nice (14 juillet 2016) ayant fait 84 morts, à « neutraliser ce qui nourrit Daech et lutter contre la radicalisation », l'ancienne ministre fonde son raisonnement sur une extra-territorialité du jihadisme qui connecte désormais la France à l'ensemble des théâtres d'opérations où opèrent des groupes se réclamant de cette idéologie. C'est ainsi que cette dernière justifie la nécessité d'interdire le salafisme par le fait que « la guerre est d'abord chez nous » et que « les chefs islamistes (une équivalence semblant exister entre salafisme et islamisme à ses yeux) manipulent des esprits faibles », ce qui contraint à « mener la guerre sur deux fronts : contre les têtes pensantes et contre la radicalisation qui leur sert de terreau¹⁹ ».

¹⁵. Jean-François Copé, « Non au burkini, non aux vacances salafistes ! » : <http://www.jfcope.fr/Non-au-Burkini-non-aux-vacances-salafistes.html>. ¹⁶. Discours de François Hollande prononcé devant le Congrès réuni à Versailles, le 16 novembre 2015.

¹⁷. Bien que certains politiques, au premier rang desquels François Hollande, se soient refusés à faire usage du qualificatif « islamique » dans leur dénonciation du danger terroriste. ¹⁸. Ce qui au demeurant n'est corroboré par aucune analyse sociologique rigoureuse. Pour une discussion approfondie : Farhad Khosrokhavar, *Prisons de France. Violence, radicalisation, déshumanisation : surveillants et détenus parlent*, Paris, Robert Laffont, 2016. ¹⁹. Nathalie Kosciusko-Morizet, « Vaincre la guerre asymétrique du terrorisme », in *L'Opinion*, 18 juillet 2016.

Faisant de la matrice salafiste le facteur de fragmentation sociale et culturelle dans certains quartiers, de danger terroriste et de confrontation tous azimuts aux valeurs républicaines, au premier rang desquelles la laïcité, Nathalie Kosciusko-Morizet ira jusqu'à forger le concept de « koufarisme », dérivé de l'arabe *kafir* signifiant peu ou prou « mécréant », afin de définir l'une des « *idéologies salafistes radicales* » méritant d'être à ses yeux dissoutes. Elle initie à l'été 2016 une pétition sur son site Internet dans le but d'interdire l'ensemble des courants « salafistes » produisant de l'extrémisme tels que le wahabisme (lié à la prédication de Muhammad Ibn Abdel-Wahab dans la péninsule arabique au xviii^e siècle), le takfirisme (basé sur l'anathème des « mauvais » musulmans), le jihadisme et le koufarisme. Par cette profusion de néologismes, l'ancienne ministre illustre la part croissante de l'exotisme orientaliste dans le débat ainsi que la préférence pour l'explication « primordialiste » du radicalisme (culturel et politique), principalement dû à l'émergence puis à la consolidation d'une offre idéologique importée du monde arabe au sein du corps social hexagonal.

L'union sacrée autour d'une identité fantasmée

Une autre manifestation de la logique d'exception induite par la prise de conscience du danger salafiste, et plus spécifiquement de la situation de guerre dont la France fait l'objet, concerne la redéfinition même du politique au sein de la société française. Si les problématiques vues comme traditionnelles ou acceptables auquel le débat public fait écho ne sont pas niées, la consolidation d'un espace de la radicalité islamique a poussé certains des principaux responsables français à penser la primauté de la question identitaire, dont la première veine conduit à la présence de l'islam en France, et dont le salafisme menace la pérennisa-

tion. Il n'est pas étonnant qu'à ce titre Nathalie Kosciusko-Morizet incarne, avec d'autres figures de premier plan telle que Manuel Valls, ce « front du réalisme », dont l'une des particularités tient à son œcuménisme partisan.

Dans la foulée en effet des attentats de Nice et de la montée au créneau de la députée des Républicains (qui se signalera quelques semaines plus tard par des propos sur « *[sa] ville de Longjumeau dans l'Essonne où la mosquée est dirigée par un imam salafiste*²⁰ » et qui mériterait à cet égard d'être fermée), la proposition de mettre hors la loi le salafisme rencontrera des échos très positifs auprès du Premier ministre, dont l'un des axes politiques forts depuis de nombreuses années est lié à la dénonciation du « communautarisme dans certains quartiers » ainsi qu'à « la lutte contre l'islam radical ». Manuel Valls reçoit, en effet, son opposante politique en septembre 2016 dans le but de discuter de « *la recevabilité juridique de la proposition* » d'interdire le salafisme, tout en prenant soin de pointer le danger d'une « *déresponsabilisation des salafistes* » qui ne manqueraient pas de se poser comme « *les victimes d'une grande manipulation* » après avoir néanmoins précisé quelques semaines plus tôt à propos du burkini que « *rester silencieux, comme par le passé [serait] un petit renoncement [et] une démission de plus*²¹ ».

Cet exemple importe pour saisir l'une des conséquences de la logique d'exception. Elle implique la nécessité d'une « union sacrée ». Renvoyant à une appréhension du politique mise en évidence par Carl Schmitt²², dont l'hypothèse principale tient à l'entrée véritable dans le politique en cas de situation martiale, c'est-à-dire une fois qu'un ennemi est identifié et combattu, salafisme et salafistes présentent toutefois la caractéristique d'être insaisissables car à la fois français et extra-territoriaux, culturellement subversifs et politiquement violents. C'est à ce titre que la décision, ne serait-ce que théorique, d'interdire cette idéologie ne saurait être comparée à n'importe quel autre oukase

20. « Lutte contre le terrorisme : NKM veut déclarer le salafisme hors-la-loi », interview *France Info*, 5 août 2016. 21. « Valls et NKM débattent de l'interdiction du salafisme », in *Le Figaro*, 1^{er} septembre 2016. 22. Carl Schmitt, *La notion du politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.

législatif. Il ne s'agit pas de juguler un simple problème ayant trait aux affaires classiques de la Cité mais bien d'endiguer une idéologie jurant la perte des principes républicains. Manuel Valls est allé dans ce sens quelques mois auparavant en insistant sur le fait que l'élection présidentielle de 2017 se jouerait « *sur la bataille culturelle et identitaire* » lors d'un colloque organisé à Paris le 4 avril 2016 sur « l'islamisme radical et la récupération politique en Europe », après avoir pris soin d'insister sur le fait qu'une « *minorité agissante, des groupes salafistes [étaient] en train de gagner la bataille idéologique et culturelle* ». Ces propos illustrent une nouvelle hiérarchisation des menaces mais montrent également, voire surtout, un changement de paradigme en vertu duquel la décision politique ne concerne plus uniquement les questions classiques, mais bel et bien une problématique d'exception principalement liée au salafisme et qui se décline selon des modalités mouvantes, subversives et grandissantes.

La communauté religieuse, prétexte de l'état d'exception

Si les conséquences de l'état d'exception intellectuel et politique sont nombreuses, il en est une qui se distingue explicitement en ce qu'elle participe d'une fragmentation du corps social fondée sur l'appartenance religieuse, reprenant ainsi paradoxalement un des arguments structurants des acteurs salafistes, à savoir que l'identité musulmane ne peut totalement se concilier à la citoyenneté française. Se voyant en effet interpellée, voire sommée de se positionner contre cette idéologie, « la communauté musulmane » devient ainsi, à tout le moins symboliquement, responsable de ses éventuelles références communes avec les salafistes. Cette exception par capillarité, générée par le fait que l'appartenance religieuse commune (réelle ou supposée) légitime d'impliquer l'ensemble des coreligionnaires dans la dynamique sociale, poli-

tique et intellectuelle de construction de l'ennemi, en vient à inclure de fait une tierce catégorie dans le débat : les musulmans.

Si le débat public se caractérise par une disparité de vues sur la question de la responsabilité ou de l'innocence des musulmans quant à l'écllosion de formes radicales d'islam, une de ses déclinaisons n'en demeure pas moins celle de la généralisation. Celle-ci fait écho à la nécessité pour les musulmans de réagir à la menace salafiste et de puiser dans une identité religieuse qui doit donc être publicisée par les ressorts d'un contre-discours, voire d'une guerre au sein de l'islam dans l'optique du triomphe des valeurs de modération et de sécularité. Cette injonction à explicitement condamner, voire à combattre, le salafisme repose sur deux présupposés.

Le premier a trait à l'idée que le salafisme connaît un développement irrépressible. Les musulmans, en plus d'être interpellés comme un groupe unique, s'en trouvent donc essentialisés en vertu de la porosité existant entre leur religion et la matrice salafiste, décrite comme générant un discours bien plus performant auprès des musulmans que celui de la République. En cela, la thématique des « quartiers salafistes » est intéressante puisqu'elle synthétise à la fois la crainte territoriale de voir des espaces géographiques faire sécession (à tout le moins culturellement), la peur des classes dangereuses (puisque pauvreté, relégation sociale et repli identitaire s'imbriquent de manière à rejeter le discours de l'État républicain) et l'inquiétude sécuritaire, comme en témoignent les attentats jihadistes s'étant déroulés en France depuis quelques années et qui sont décrits comme émergeant d'espaces géographiques charpentés par l'imaginaire salafiste. Parfois, l'influence que

Une autre manifestation de la logique d'exception induite par la prise de conscience du danger salafiste, et plus spécifiquement de la situation de guerre dont la France fait l'objet, concerne la redéfinition même du politique au sein de la société française.

d'aucuns jugent désormais irréfutable du salafisme dans certains quartiers essaie de s'étendre par une stratégie d'entrisme assumée. À partir de ces postulats, la nécessité d'un contre-discours républicain des musulmans émerge comme l'une des antennes de la logique d'exception autour du radicalisme islamique. Dans un message posté sur sa page Facebook le 26 août 2016, le Premier ministre Manuel Valls appelle ainsi de manière explicite ses « *compatriotes à assumer leurs responsabilités contre la percée d'un islamisme mortifère [et] rétrograde* » : « *Les Français, tous les Français, et les musulmans eux-mêmes, attendent un regard lucide, des réponses claires. Ils attendent qu'un islam de son temps, revendiquant pleinement les valeurs de la République, l'emporte. Et c'est en premier lieu aux musulmans de France de le construire, de mener ce combat culturel. Ils sont les premiers confrontés à la violence du message salafiste, radical.* »

Le deuxième présupposé fait écho au fait que les Français musulmans ont une responsabilité spécifique car, sans réaction significative de leur part, les extrêmes politiques en profiteront, au premier rang desquels le Front national. Ces derniers ont donc à cet égard la charge non seulement de s'emparer du débat sur le salafisme mais également de rassurer. Autrement dit, leur riposte n'est pas seulement fondée sur le plan des principes mais a égale-

ment pour fonction de rassurer les Français « non-musulmans ». Cet appel à la contre-offensive peut également s'opérer sur le mode de la mise en garde, venant ainsi renforcer le processus de construction d'une exception musulmane en France. Allant jusqu'à affirmer que « *si l'islam n'aide pas la République à combattre ceux qui mettent en cause les libertés publiques, il [lui] sera de plus en plus dur de garantir le libre exercice du culte*²³ », Manuel Valls porte cet avertissement républicain. Ce dernier peut contribuer à une certaine dynamique d'altérisation des Français musulmans en ce qu'il fonctionne sur le mode d'une injonction à se situer et à réagir à une menace non seulement grandissante, mais avec laquelle ils ont le tort de partager des traits communs. C'est pourquoi, dans cette logique, on comprend qu'en prenant la parole et en apportant la preuve non seulement de leur condamnation mais surtout de leur guerre de l'intérieur contre le salafisme, les Français musulmans se (re)nationalisent et gagnent au final les galons d'une francité que le radicalisme est supposé menacer chaque jour davantage. Le salafisme, à cet égard, semble avoir été institué de manière consciente ou non dans le débat politique et médiatique comme le défi ultime à travers lequel les Français musulmans ont la charge de prouver leur adhésion aux valeurs de la République française. ■

23. Manuel Valls, « Reconstruire l'islam de France », in *Le Journal du dimanche*, 31 juillet 2016.